



HAL
open science

Les religions dans l'entre-deux-guerres en France

Dominique Lejeune

► **To cite this version:**

Dominique Lejeune. Les religions dans l'entre-deux-guerres en France. Licence. Besançon (Doubs), France. 2019, pp.29. hal-02314056

HAL Id: hal-02314056

<https://hal.science/hal-02314056>

Submitted on 11 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les religions dans l'entre-deux-guerres en France

Conférence à l'Université ouverte de Besançon
le mercredi 9 octobre 2019
14h-15h30, salle B du Centre diocésain

par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

Trois éléments contextuels me semblent essentiels. Le premier est évidemment la loi de Séparation de 1905 qui est presque totalement appliquée à partir du milieu des années 1920 grâce à la mise sur pied des associations cultuelles, approuvées en 1924 (encyclique *Maximam gravissimamque*) par le pape Pie XI, qui a succédé à Benoît XV en 1922.

Le deuxième est le rôle très important des femmes, un rôle déjà ancien, il ne faut pas se leurrer ¹, mais qui est arithmétiquement augmenté par les pertes en vies humaines provoquées par la Première Guerre mondiale, masculines dans leur immense majorité. Enfin ce conflit a provoqué de la part des forces religieuses, surtout des catholiques, « l'acceptation du pluralisme », titre de chapitre d'un livre classique publié en 1966 (2). Et en même temps, le principal effet de la Grande Guerre a été **d'intégrer définitivement les catholiques dans la vie de la nation**. Postérieurement au Ralliement mais dès avant 1914 s'était développé l'idée que la religion catholique faisait partie du patrimoine de la France, on trouve l'idée chez Ernest Psichari (1883-1914). Comme les socialistes, les catholiques français ont été englobés dans l'Union sacrée, alors que les jeunes protestants de la Fédération des Étudiants chrétiens étaient plutôt pacifistes.

Examinons d'abord ces catholiques, dans leurs années 20 (3). La guerre a donc été pour eux une occasion d'intégration dans la Nation. Les années vingt voient un **second Ralliement des catholiques** qui, toutefois, n'occupent plus qu'une place politique bien moindre que dans les années 1890. Un « apaisement » plutôt ? Élu aux élections législatives du 16 novembre 1919 et au pouvoir jusqu'en 1924, le Bloc national renforce cette intégration, au plan de la politique : un *modus vivendi* est

1 Cf. A.Cova & B.Dumons dir., *Destins de femmes. Religion, culture et société en France. XIXe-XXe siècles*, Letouzey et Ané, 2010, 466 p.

2 Titre du chapitre III de A.Coutrot & F.-G.Dreyfus, *Les forces religieuses dans la société française*, Armand Colin, coll. U, 1966, 344 p.

3 Parmi les publications récentes : Collectif, *Les catholiques dans la République. 1905-2005*, L'Atelier, 2005, 365 p., pp. 26 & suiv.

trouvé sur de nombreuses questions. La chambre bleu horizon prend immédiatement des **mesures de réconciliation avec l'Église**, dont la nouvelle majorité considérait qu'elle avait pris une part glorieuse à l'effort de guerre et qu'il n'y avait donc plus de raison de la tenir à l'écart de la vie de la nation ; et puis tous les ralliements sont bons pour lutter contre la subversion révolutionnaire mondiale menaçante ! Par ailleurs, la droite espère récupérer l'héritage politique des cléricaux d'avant 1914, mais la République semble désormais bien installée, et l'on ne court pas grand risque à y faire entrer les catholiques.

D'ailleurs l'Église se modernise peu à peu, les générations formées dans le légitimisme militant du XIXe siècle s'effacent peu à peu. À la mort de **Benoît XV** en 1922, les cardinaux élisent pour lui succéder un homme bien plus ouvert au monde moderne, **Pie XI**, qui sait accepter certaines évolutions inévitables. **Les catholiques français s'habituent lentement au régime**, le seul qu'ils aient jamais connu à l'exception des plus âgés ; la peur de l'athéisme bolchevique joue aussi un rôle dans leur rapprochement avec cette République qui réprime les grévistes et combat en Russie avec les « blancs ». Toutefois le haut clergé de France, nommé par Pie X, est hostile à ce rapprochement et à Rome un travail de sape est fait par l'Action française et des cardinaux royalistes.

En 1921, la France rétablit des relations diplomatiques avec la Papauté : le 16 mai, Charles Jonnart — un excellent choix (1857-1927) — est nommé par Briand (président du Conseil) ambassadeur extraordinaire auprès du Saint-Siège et le 16 décembre les relations diplomatiques normales avec le Vatican sont ratifiées. On règle le contentieux au sujet des associations culturelles ; les congrégations expulsées à la Belle Époque regagnent peu à peu le pays. Après débats, on décide de maintenir le concordat napoléonien dans les trois départements d'Alsace-Moselle.

Jeanne d'Arc, canonisée en 1920 par Benoît XV, est consacrée patronne de la France la même année ; c'est a priori l'affaire des catholiques, mais, chose plus surprenante, à cette occasion la République décide de l'honorer par une nouvelle fête nationale, le 8 mai. C'était un projet ancien, qui datait de 1884, donc d'une époque où le caractère clérical de l'héroïne nationale était moins accentué, mais désormais, évidemment, cela sonne tout autrement. On choisit l'anniversaire de la délivrance d'Orléans (le 8 mai 1429) plutôt que celui du supplice de Jeanne, le 30 mai (1431) : c'est clairement la résistante à l'invasion étrangère que la République honore, non la chrétienne, la martyre. La Grande Guerre avait fait évoluer le mythe de Jeanne d'Arc ¹,

¹ Lire le chapitre X (Philippe Contamine) du tome 2 de J.-F. Sirinelli dir., *Histoire des droites en France*, Gallimard, 1992, réédition, 2006, 3 vol.

en provoquant une véritable Union sacrée johannique : la bonne Lorraine a incarné la France au combat, les provinces blessées, elle a eu une nouvelle mission providentielle (avec un nouvel ennemi !), ce qui permet une ferme réconciliation entre la République et l'Église dans les années 1920, ce qu'on voit clairement sur certains monuments aux morts. Rome d'ailleurs apprécie modérément cette appropriation, à des fins nationalistes, d'une figure du catholicisme universel ; cela dit, à cette occasion Barrès a des paroles nettement plus iréniques que de coutume : « on s'aperçoit aujourd'hui que cette fille portait en elle l'embryon de la Société des Nations, de ce patriotisme qui respecte les autres patries pourvu qu'on le respecte lui-même ». En mai 1929, pour la première fois depuis la séparation de l'Église et de l'État, un président de la République, Doumergue, assiste à une messe officielle : c'est pour la célébration du 500^e anniversaire de la délivrance d'Orléans.

La décennie est celle d'un **regain de vitalité du catholicisme français, mais avec de fortes inégalités régionales**. Certains diocèses demeurent de pratique religieuse importante et de nette « exportation » de prêtres vers d'autres diocèses, comme celui de Chambéry étudié par Christian Sorrel ¹. Sur le plan national, on assiste à une extraordinaire **fermentation de la pensée catholique** autour de philosophes comme Jacques Maritain. **Jacques Maritain** (1882-1973) ², petit-fils de Jules Favre, filleul de Léon Bloy et ami de Péguy, s'était converti en 1906. Il est l'un des grands pamphlétaires catholiques antirépublicains des années 1880 à 1900, et, apôtre de la synthèse du néo-thomisme et du nationalisme maurrassien avant 1926, il évolue rapidement vers les positions « modernistes » qui le conduisent à fonder la revue *Esprit* en 1929 : il affirme alors *La primauté du spirituel* (selon le titre d'un ouvrage qu'il publie en 1937) après avoir publié *L'humanisme intégral* en 1936... Avec son épouse Raïssa (1883-1960) il développe un Cercle thomiste.

D'autres **groupes à rayonnement** existent, comme le groupe « tala » à l'ENS de la rue d'Ulm. En 1924 naît, sous la direction de Francisque Gay (1885-1963), l'hebdomadaire *La Vie catholique*, qui regroupe toutes les tendances catholiques et jouera un grand rôle dans le combat contre l'Action française, alors que *La Croix* sera « fort embarrassée », comme disent les auteurs bien-pensants. En 1928 les dominicains fondent *La Vie intellectuelle*, puis les **Éditions du Cerf**. Mais on peut poursuivre, avec une autre thomiste, **Étienne Gilson** (1884-1978), des **écrivains** — **Paul Claudel**, Mauriac,

¹ Christian Sorrel, *La République contre les congrégations. Histoire d'une passion française, 1899-1904*, Le Cerf, 2003, 265 p.

² Maritain, petit-fils de Jules Favre, élevé dans la religion protestante et marié (chastement semble-t-il) à une juive, Raïssa Oumançoff (1883-1960), s'était converti en 1906 sous l'influence de son parrain. G. de Thieulloy, *Le Chevalier de l'absolu. Jacques Maritain entre mystique et politique*, Gallimard, 2005, 302 p. et B. Ubert & Y. Floucat dir., *Jacques Maritain et ses contemporains*, Desclée, 1991, 406 p.

Bernanos, etc. —, les Semaines des écrivains catholiques qui naissent en 1921, le *Bulletin des écrivains et des artistes catholiques* (1923-1930) auquel collaborent Maurice Vaussard (1888-1978) et Henri Massis (1886-1970).

Il n'y a pas que le monde intellectuel. Dans une atmosphère moins difficile, les catholiques se réorganisent peu à peu : une confédération syndicale chrétienne, la **Confédération française des Travailleurs chrétiens (CFTC)**, naît le 2 novembre 1919 ; l'article premier de ses statuts fait référence à l'encyclique *Rerum novarum* ; elle se heurte vite à la méfiance des patrons et de la CGT. En 1924, le président du Consortium du Textile de Roubaix, Eugène Mathon (1860-1935), porte plainte à Rome contre la CFTC, ce qui n'empêche pas cette centrale syndicale d'atteindre le demi-million d'adhérents en 1939 ! En 1926 c'est le tour de la **Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC)**, destinée à mener la reconquête de la classe ouvrière à la foi ¹. La JOC est fondée par l'abbé Georges Guérin (1891-1972), une vocation tardive, un prêtre enraciné dans le milieu silloniste et catholique social. La JOC rassemblera 65 000 membres en 1937, avec une tenue dédiée : chemise claire, cravate, écusson et béret basque. Une **JOCF** est fondée en 1928 par Jeanne Aubert (1909-2003). Une **Jeunesse agricole chrétienne (JAC)** suit en 1929 et une **Jeunesse étudiante chrétienne (JEC)** en 1930. Ces associations, dites « d'Action catholique » ², se donnent pour but d'investir le monde moderne et ses cadres pour se sortir des marges et bas-côtés de la vie sociale ; elles influencent les esprits dans le sens du projet modernisateur de Pie XI et joueront notamment, surtout la seconde, un rôle important à long terme dans l'évolution idéologique et doctrinale du clergé, lequel par ailleurs se recrute désormais dans des milieux plus proches de la « société réelle ». Le rôle est important également dans l'éducation de jeunes gens qui formeront après la seconde guerre mondiale l'encadrement du syndicalisme agricole et celui du MRP, le seul parti démocrate chrétien conséquent et durable que la France ait jamais eu. Les Jésuites font naître l'Action populaire pour étudier les questions sociales. Robert Garric (1896-1967) fonde les **Équipes sociales** en 1921.

En définitive, pour cette nouvelle génération de catholiques, il s'agit d'être le levain dans la pâte et cette évolution de l'Église culminera, au fond, au moment de Vatican II. Ce phénomène générationnel est, si l'on veut, de repli hexagonal, car les

¹ L'idée venait de Belgique. Fr.Richou, *La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Genèse d'une jeunesse militante*, L'Harmattan, 1997, 240 p. ; J.-P.Coco & J.Debès, *1937, l'élan jociste. Le dixième anniversaire de la JOC. Paris-Juillet 1937*, Les Éditions ouvrières, 1989, 186 p. (réunion au Vélodrome d'Hiver de 60 000 participants) & Pierre Pierrard, *Georges Guérin. Une vie pour la JOC*, Les éditions de l'Atelier, 1997, 320 p.

² Analysée pour le grand Ouest dans le colloque dirigé par B.Waché, *Militants catholiques de l'Ouest. De l'action religieuse aux nouveaux militantismes. XIXe-XXe siècles*, Presses universitaires de Rennes, 2004, 250 p. Sur l'Action catholique, lire la première partie d'Yvon Tranvouez, *Catholicisme et société dans la France du XXe siècle. Apostolat, progressisme et tradition*, Karthala, 2011, 327 p.

missions issues de Lyon, la très catholique « métropole des Gaules », se « tassent » 1. Les années 20 sont la décennie de la naissance d'un **scoutisme catholique**, après une période de méfiance vis-à-vis du mouvement fondé par Robert Baden-Powell (1857-1941), parce qu'à l'origine britannique et protestant. Il est d'emblée un scoutisme français à la fois bourgeois et populaire, un mouvement vu d'un bon œil par le patronat qui aide matériellement bien souvent, surtout dans les régions industrielles. Mais le mouvement de création des troupes scoutistes catholiques est lent, à cause de l'habitude française de marginaliser les activités physiques et de la résistance de l'ACJF (Action catholique de la Jeunesse française), fondée en 1886 par Albert de Mun (1841-1914). L'Église catholique est tiède, voire réticente et le scoutisme ne concernera que 40 000 jeunes en 1930.

L'un des événements marquants des années vingt est que Castelnau fait reculer le Cartel des Gauches, au pouvoir après la période dominée par le Bloc national. Le **général Édouard de Curières de Castelnau** (1851-1944) est d'un catholicisme exalté ; il a exercé un commandement d'officier supérieur pendant la Première Guerre mondiale, pendant laquelle trois de ses fils ont été tués (il a douze enfants). Il devient président de la **Fédération nationale catholique** (FNC), fondée en 1924, et en fait un groupe de pression, bien organisé, et non un grand parti catholique 2. Cela signifie de **grands rassemblements** en province et à Paris, facilités par l'organisation pyramidale et fédérative du mouvement, l'appui au fameux « mur d'argent » contre le gouvernement Herriot, notamment en lançant un appel aux épargnants pour qu'ils demandent le remboursement de leurs bons de la Défense nationale et qu'ils ne souscrivent plus aux nouveaux emprunts d'État ! **L'agitation commence pendant la campagne électorale des législatives de 1924**. Le programme électoral du Cartel des gauches réclame l'expulsion des congrégations rentrées depuis 1914, la suppression de l'ambassade de France auprès du Vatican et l'application de la loi de Séparation à l'Alsace-Moselle, trois points qu'Édouard Herriot annonce dans sa déclaration ministérielle du 17 juin 1924. La mobilisation catholique organisée par la FNC est très ample. D'Alsace et de Moselle, elle gagne la Bretagne — où le souvenir des luttes de la Belle Époque est très vif et où en 1924 la gauche est largement minoritaire — , la FNC provoque « le réveil des catholiques » 3, dans un sens très unanimiste : les associations diocésaines mettent sur pied de grandes manifestations, auxquelles les démocrates chrétiens du PDP, le Parti démocrate populaire, participent et qui montrent l'aspiration à la restauration d'un

1 D'après Y. Essertel, *L'aventure missionnaire lyonnaise. 1815-1962. De Pauline Jaricot à Jules Monchanin*, Cerf, 2001, 427 p.

2 Le maître livre sur la Fédération nationale catholique est la thèse de C. Bonafoux-Verrax, *À la droite de Dieu. La Fédération nationale catholique. 1924-1944*, Fayard, 2004, 658 p.

3 D. Bensoussan, « Le réveil des catholiques bretons (1924-1926) », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janvier-mars 1998, pp. 57-75

ordre social chrétien. Mais le catholicisme breton est, au bout du compte, divisé entre les conservateurs et ces démocrates-chrétiens. **Les cardinaux français publient le 25 mars 1925 une véritable déclaration de guerre contre le gouvernement, qui met en cause la conception de l'État laïque.** Herriot renversé, son successeur à la tête du gouvernement, Painlevé, annonce le recul du Cartel : comme le disent certains contemporains, le « cartel des cardinaux » a fait reculer le Cartel des Gauches !

Entretiens, le **Père jésuite Paul Donœur** (1880-1961), héros de la Grande Guerre, véritable créateur du scoutisme catholique **1**, crée la **DRAC**, la Ligue de Défense des droits des Religieux anciens combattants, qui s'est associée à la Fédération nationale catholique dans le mouvement d'opposition. Après le recul du Cartel la Fédération nationale catholique continue, coiffant les unions diocésaines. Elle connaît de belles années jusqu'en 1930, avec conférences, grands rassemblements (toujours) et l'utilisation régulière comme organe de presse de *L'Écho de Paris*, un journal de droite. **Un véritable corpus d'idées est développé** : il s'agit de « restaurer l'ordre social chrétien » **2**, de défendre l'enseignement libre, de combattre l'immoralité, d'appuyer l'abbé Louis Bethléem (1869-1940) dans sa croisade contre les mauvais illustrés **3**, de surveiller le cinéma et la littérature, de favoriser les assurances sociales et la famille. Corporatisme, catholicisme traditionnel, antimaçonnisme et anticommunisme se mêlent dans la FNC, dont les plus grands succès politiques sont aux législatives de 1928.

Il faut dire que **la majorité des catholiques se trouve dans les années 1920 proche des partis républicains de droite affichée**, en particulier de la Fédération républicaine. Sans parler de l'influence de l'Action française, que j'évoquerai un peu plus loin. Les députés catholiques font partie des majorités parlementaires, jusqu'en 1932, sauf, bien sûr, entre 1924 et 1926. Cela assure le triomphe du Ralliement, sans parti catholique, par appui donné à un rassemblement de républicains modérés. Mais des catholiques, minoritaires, adhèrent à la **démocratie chrétienne**, PDP et Jeune République, créée le 1er juillet 1912 par **Marc Sangnier** (1873-1950) pour « tourner » l'interdiction pontificale (25 août 1910) du Sillon **4**. **Bidault** aussi. La **Jeune République**

¹ D.Avon, *Paul Donœur, s. j. (1880-1961). Un croisé dans le siècle*, Cerf, 2001, 393 p. ; D.Avon & Ph.Rocher, *Les Jésuites et la société française aux XIXe et XXe siècles. Des « humanités » à un nouvel « humanisme chrétien »*, Privat, 2001, 288 p., *passim*.

² Titre de la deuxième partie de la thèse de C.Bonafoux-Verrax, *À la droite de Dieu. La Fédération nationale catholique. 1924-1944*, Fayard, 2004, 658 p.

³ Voir plus loin. J.-Y.Mollier, *La mise au pas des écrivains. L'impossible mission de l'abbé Bethléem au XXe siècle*, Fayard, 2014, 510 p. ; « Aux origines de la loi du 16 juillet 1949, la croisade de l'abbé Bethléem contre les illustrés étrangers », dans l'ouvrage collectif dirigé par T.Crépin & T.Groensteen, « *On tue à chaque page* ». *La loi de 1949 sur les publications destinées à la jeunesse*, Éditions du Temps/Musée de la Bande dessinée, 1999, 253 p., pp. 17-34.

⁴ J.-J.Greteau, *Marc Sangnier. Le semeur d'espérances*, L'Harmattan, 2009, 343 p.

avait proclamé d'emblée son caractère non-confessionnel et regroupait d'anciens membres du Sillon. Pendant les années vingt elle est l'aile gauche de la démocratie chrétienne à la française, elle veut aller au-delà d'un simple ralliement à la République, d'où chez elle des soucis démocratiques réels, surtout dans le domaine économique, mais ses revendications s'étendent au vote féminin, ainsi qu'au droit de référendum : logiquement, la droite l'attaque fréquemment. **La Jeune République est pacifiste**, voulant après la Première Guerre mondiale la réconciliation franco-allemande encore plus qu'elle ne l'avait désirée auparavant : à la Belle Époque, elle est surtout « pacifiste de gauche ». La Jeune République a environ 5 000 adhérents, répartis de façon irrégulière sur le territoire ¹, surtout des employés et des enseignants, et, selon les législatures (en 1919, elle est du Bloc national), elle a, entre 1919 et 1940, à la Chambre de trois à cinq députés.

Des catholiques œuvrent pour un rapprochement franco-allemand, notamment après Locarno. Wladimir Lefèvre d'Ormesson (1888-1973) a une action personnelle et il agit au sein du Comité franco-allemand d'information, fondé en 1926 par Pierre Viénot (1897-1944) et le **Luxembourgeois Émile Mayrisch** (1862-1928) ². La Jeune République de Marc Sangnier est un des pionniers de la réconciliation franco-allemande et le mouvement accorde sa confiance à la République de Weimar. *La Croix*, par contre est d'un nationalisme sourcilleux ³. Toutefois avec la signature des accords de Locarno (1925), approuvés par le pape, *La Croix* entre dans la voie du rapprochement franco-allemand, de même d'ailleurs que le PDP (parti démocrate populaire). À partir de 1928 le **tandem dirigeant *La Croix***, le père Léon Merklen (1875-1949) et Jean Guiraud (professeur d'histoire à l'Université de Besançon, 1866-1953), fait du quotidien un organe obéissant à Rome et au service de l'Action catholique française. Une des conséquences de la relative division politique des catholiques français est le désir de certains évêques, Mgr Achille Liénart à Lille (de 1928 à 1968) ⁴ et Mgr Jean Verdier (1864-1940) à Paris, par exemple, de détacher complètement l'Église de tout contact avec la politique.

Sur le plan, difficile à apprécier, de la croyance et du culte, il y a manifestement recul de certains aspects traditionnels mais maintien de certains rigorismes antimodernistes. Deux exemples. Il y a déclin brutal du culte des « âmes du purgatoire », très populaire au XIXe siècle, jusqu'en 1914. La raison est simple, c'est le

¹ Ainsi, la Jeune République a une « très active section » à Rouen. N.-J.Chaline, *Des Catholiques normands sous la Troisième République. Crises. Combats. Renouveaux*, thèse, Horvath, 1985, 252 p., pp. 194 & suiv.

² J.-Cl.Delbreil, *Les catholiques français et les tentatives de rapprochement franco-allemand (1920-1933)*, thèse résumée, Metz, SMEI, 1972, 254 p.

³ Alain Fleury, « *La Croix* » et l'Allemagne, 1930-1940, Le Cerf, 1986, 456 p. et A.Fleury, « *La Croix* devant la marée brune », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 9, janvier-février 1986, pp. 53-66.

⁴ Catherine Masson, *Le cardinal Liénart, évêque de Lille, 1928-1968*, Thèse, Le Cerf, 2001, 769 p.

poids numérique et mental des morts glorieux — « pour la France » — de la Grande Guerre, dont il serait malséant d'imaginer qu'ils puissent gésir au Purgatoire sans entrer directement au Paradis ¹. Deuxième exemple, **la hiérarchie catholique condamne les nouvelles danses, notamment le tango**, mais en utilisant l'examen de conscience morale que tout catholique peut et doit faire. Pour **Mgr Jean-Arthur Chollet** (1862-1952), archevêque de Cambrai, cité par l'historien Paul-Marie Dioudonnat ² :

« Le tango, le fox-trot et d'autres danses analogues sont des amusements immoraux de leur nature. Ils sont interdits par la conscience elle-même, partout et toujours, antérieurement aux condamnations épiscopales et indépendamment d'elles. »

Le même historien rapporte l'avis de Mgr Dominique Castellan, archevêque de Chambéry :

« Après avoir assisté à l'une de ces leçons [de danse], de vieux époux chrétiens, appartenant à la bonne société et habitant une ville qui ne se pique pas de pruderie, nous en exprimâmes leur écoëurement. Ils craignaient d'avoir perdu l'état de grâce et d'être obligés de recourir au sacrement de pénitence pour avoir regardé avec attention ces danses nouvelles.

La description qui nous a été faite des enlacements et des mouvements de ces danses nous ont convaincu qu'elles constituent non une occasion prochaine de péché, mais un péché par elles-mêmes. »

Et enfin, le même historien souligne **la condamnation de la mode des jupes et robes courtes** — qui a commencé à apparaître dès avant 1914 — , même pour les petites filles. Mgr Hector Quilliet (1859-1928), deuxième évêque de Lille, de s'exclamer :

« [...] je n'hésite pas à déclarer que les fillettes doivent porter des robes qui leur descendent jusqu'au-dessous des genoux. Voilà ce que réclame la modestie la plus élémentaire, et voilà la règle que nous prions instamment nos maîtresses de faire observer dans nos écoles et pensionnats catholiques. »

On peut supposer que ces voix sont d'arrière-garde et prêchent dans un désert relatif, relatif à la mesure de l'hétérogénéité sociale, de l'urbanisation croissante et de la division politique des catholiques français. Une fraction notable des catholiques français reste plus ou moins hostile à la République. **L'Action française** prétend toujours servir d'expression à tous ces courants de pensée. Mais Rome est de plus en plus défiante vis-à-vis de ce type d'idéologie ; Pie XI a compris que c'est un facteur d'isolement des catholiques dans la société — ne serait-ce que par le royalisme de principe de **Maurras**, de plus en plus anachronique — et aussi un facteur de division entre catholiques : que faire si à l'occasion d'un nouveau conflit le catholicisme est à nouveau mobilisé au service du nationalisme dans deux pays ennemis ? Maurras est par ailleurs un catholique de pure convenance politique, et ses constructions

¹ Un livre, essentiel, celui de Guillaume Cuchet, *Le Crépuscule du Purgatoire*, Armand Colin, 2005, 254 p.

² P.-M. Dioudonnat, *Les ivresses de l'Église de France. Les évêques et la société (1801-1976)*, Le Sagittaire, 1976, 278 p., p. 144.

intellectuelles sont bien éloignées de la foi catholique ! Selon une formule de Pie XI, « plus encore que les théories, c'est l'atmosphère qui est pernicieuse ». Benoît XV déjà avait voulu une politique de réconciliation, hostile à une Action française privilégiant la politique, qui avait avant-guerre comme adversaires les abbés démocrates et qui rencontre désormais l'hostilité de *La vie catholique*, fondée 1924 par Francisque Gay. Toutefois l'Action française jouit d'un très grand prestige, notamment auprès des intellectuels, au début des années 20, et il existe même « une symbiose entre cette école essentiellement politique et la religion de la majorité des Français », selon une formule de René Rémond¹. Pie XI demande donc au cardinal-archevêque de Bordeaux, Pierre Paulin Andrieu (1849-1935), de publier une lettre « en réponse à une question posée par un groupe de jeunes catholiques au sujet de l'Action française » (1926). L'Action française se déchaîne alors contre le pape, qui « ressort » le décret de 1914 condamnant certaines œuvres de Maurras et la revue *L'Action française* et le promulgue — ce qui revient à faire une condamnation officielle — en l'étendant au journal *L'Action française*. **En août 1926, seize ans jour pour jour après le Sillon, Rome condamne donc l'Action française** ² ; plus précisément, le Pape condamne la primauté donnée par Maurras à l'action politique, donc au temporel sur le spirituel, ce qu'il qualifie de « paganisme ». Pour lui, pas plus que la démocratie, la monarchie ne saurait devenir un objet de foi. Maurras, citant Paul (« *non possumus* » : Ap. IV, 20), refuse de se soumettre... au nom, justement, de la séparation du spirituel et du temporel. Pie XI fait mettre à l'index les œuvres et le quotidien de Maurras, ce qui choque beaucoup de catholiques, attachés malgré tout au vieux lutteur ; mais les évêques sont bien forcés de suivre le pape. Tout cela provoque des drames : des croyants assez peu catholiques pour faire passer Maurras avant le Pape refusent de faire leurs Pâques, certains meurent sans viatique : désarroi d'une bonne partie des catholiques, pour qui l'Action française est devenue une martyre !

Il faut dire que **tout un corpus intellectuel entoure solidement l'Action française**, relayée par sa maison d'édition, la Nouvelle Librairie nationale, par l'Institut d'Action française, né en 1923, qui donne des cours et des conférences, ainsi que par le mensuel *L'Étudiant français*. Enfin, autour de Jacques Bainville (1879-1936) se développe tout un réseau de publications qui, sans dépendre directement de l'Action française, diffusent ses idées, comme l'hebdomadaire *Candide*, publié par la Librairie Arthème Fayard, ou la collection des « Grandes Études historiques », chez le même éditeur. **La presse catholique soutient peu le pape, sauf *La vie catholique*, de même que**

¹ Dans la préface à la thèse de J.Prévoat citée à la note 2.

² La condamnation de l'Action française a été étudiée par le « monument d'érudition » (René Rémond *dixit*) qu'est la thèse de Jacques Prévoat, soutenue en 1994, et résumée en *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation (1899-1939)*, Fayard, 2001, 742 p., avec une préface de René Rémond. Résumé dans le chapitre V de Jacques Prévoat, *L'Action française*, Que sais-je ?, 2004, 128 p.

l'épiscopat, d'où une violente campagne de l'Action française contre le pape, qui déclenche des sanctions pontificales en 1927 : les « ligueurs obstinés » seront éloignés des sacrements et des œuvres, et des mutations d'ecclésiastiques sont opérées.

La condamnation pontificale est un coup fatal pour l'Action française, qui avait sous-estimé le danger, elle engendre une sorte de troisième ralliement des catholiques à la République et l'acceptation définitive de la démocratie. **Politiquement, il ne se forme pas pour autant un parti catholique** : l'Église n'y tient pas car elle ne souhaite pas apparaître comme un facteur de division, ou comme l'expression d'une faction. Les catholiques continuent à se répartir, pour l'essentiel, entre les différentes sensibilités de droite et du centre. D'un point de vue religieux, la crise de 1926 représente une étape importante dans la réaffirmation du primat du spirituel sur le temporel, dans la séparation rigoureuse des affaires de l'âme et de celles de la cité. Mais elle a été « une crise majeure du catholicisme français », selon la formule de l'historien Jacques Prévotat.

Avec l'expansion économique des années 1920 nous sommes dans *La bénédiction de Prométhée* de Michel Lagrée ¹. Catholicisme, sciences et techniques : en matière de modernité, de rapports avec la science et les techniques, débute dans les années 20 « le temps de la raison » ², avec atténuation de la « technophobie » du XIXe siècle, à la Louis Veillot (1813-1883). Le « saint-simonisme » catholique a même son héritier en la personne de Paul Claudel (1868-1955), peut-être influencé par les voyages et les séjours, en particulier aux États-Unis, accomplis par ce diplomate. Les bénédictions reculent, mais on voit se faire des bénédictions d'aéroplanes, ainsi que l'électrification d'églises et de quelques clochers, apparaissent des vêtements liturgiques en rayonne et en fibranne, le vélo se généralise chez les prêtres (cf. l'abbé Billard, de Saint-Augustin-des-Coquetiers, ancien combattant de la Grande Guerre), et même certains roulent en voiture automobile ! Les projections lumineuses se répandent et même les séances de cinéma, grâce à des films réalisés par les maisons ayant pignon sur rue et à une circulation des bobines entre prêtres du même doyenné ou du même diocèse. Plus globalement il y a réflexion sur le rôle de l'ingénieur et sur la doctrine sociale de l'Église.

Les années 1920 voient peut-être éclore **un nouvel art religieux**. L'architecte et l'ecclésiastique se trouvent devant une double nécessité, reconstruire les églises détruites par la guerre, construire des églises nouvelles dans les villes et les banlieues. Le théoricien du nouvel art religieux est Maurice Denis (1870-1943), un peintre, ancien

¹ Michel Lagrée, *La bénédiction de Prométhée. Religion et technologie. XIXe-XXe siècle*, Fayard, 1999, 438 p.

² Titre du chapitre II de Michel Lagrée, *La bénédiction de Prométhée. Religion et technologie. XIXe-XXe siècle*, Fayard, 1999, 438 p.

nabi, qui se fait l'apôtre d'un art religieux résolument moderne, utilisant les techniques nouvelles. Dès 1919 sont créés, pour former les artistes, des Ateliers d'Art Sacré. Deux réalisations sont particulièrement typiques dans les années 1920 : les vitraux de Georges Rouault (1871-1958) à **l'ossuaire de Douaumont** et **l'église Notre-Dame de la Consolation du Raincy** dans la banlieue nord-est de Paris, construite en béton armé en 1922-1923 par les frères Perret. Les frères Perret 1, Auguste (1874-1954), Gustave (1876-1952) et Claude (1880-1962), nés à Bruxelles d'un Communard exilé, avaient à la mort de leur père, en 1905, fondé une structure qui est à la fois une agence d'architecture et une entreprise de bâtiment, « Perret frères », spécialisée dans le béton armé. Auguste venait de terminer le théâtre des Champs-Élysées, dont il n'avait pas été le seul architecte, et il s'agissait au Raincy, en répondant à l'appel du curé, Félix Nègre, de construire bon marché et rapidement. Un programme rationnel et basilical à clocher-porche (visible de très loin) et la commémoration des taxis de la Marne (qui ont leur vitrail !), mais une finesse remarquable du béton armé, une luminosité mariale autorisée par des claustras de béton.

Les **protestants des années 1920** (2) sont beaucoup plus divisés que les catholiques en matière de politique étrangère, avec un **pacifisme protestant**, né en 1914. Le pacifisme protestant est très important, les années 20 constituent son « âge d'or » et le Prix Nobel de la Paix est décerné en 1927, conjointement, à Ferdinand Buisson (1841-1932) et à l'Allemand Ludwig Quidde (1858-1941) 3. Quant à la politique intérieure, elle les voit en France **divisés entre droite et gauche**, alors qu'avant 1914 ils étaient plutôt clairement républicains 4. Il y a même des protestants communistes dans le Gard et d'autres qui se rapprochent de Maurras, surtout à partir de sa condamnation, cependant l'« âge d'or du protestantisme radical-socialiste » 5 se poursuit. Le protestantisme français subit très nettement l'influence de la pensée de **Karl Barth** (1886-1968), pasteur et directeur des éditions *Je sers* 6. Les **femmes** protestantes ne

1 Collectif, *L'Encyclopédie Perret*, Éditions du Patrimoine/Le Moniteur, 2002, 445 p. ; Exposition de 2014 de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine et de l'Institut français d'architecture au Conseil économique et social, ancien Musée des Travaux publics.

2 Bibliographie d'ensemble sur les protestants : A.Encrevé, *Les Protestants en France de 1800 à nos jours. Histoire d'une réintégration*, Stock, 1985, 281 p., M.Carbonnier-Burkard & P.Cabanel, *Une histoire des protestants en France. XVIe-XXe siècles*, Desclée de Brouwer, 1998, 217 p., P.Cabanel, *Les Protestants et la République. De 1870 à nos jours*, Complexe, 2000, 271 p., P.Cabanel, *Le Dieu de la République. Aux sources protestantes de la laïcité (1860-1900)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, 282 p., P.Cabanel, *Histoire des protestants en France (XVIe-XXIe siècle)*, Fayard, 2012, 1 502 p.

3 P.Cabanel, *Histoire des protestants en France (XVIe-XXIe siècle)*, Fayard, 2012, 1 502 p., pp. 1073-1076.

4 P.Cabanel, *Histoire des protestants en France (XVIe-XXIe siècle)*, Fayard, 2012, 1 502 p., pp. 1076-1084, et chapitre 5 de P.Nord, *Le moment républicain. Combats pour la démocratie dans la France du XIXe siècle*, trad. fr., A.Colin, 2013, 334 p..

5 P.Cabanel, *Les Protestants et la République. De 1870 à nos jours*, Complexe, 2000, 271 p., pp. 112 & suiv.

6 P.Cabanel, *De la paix aux résistances. Les protestants français de 1930 à 1945*, Fayard, 2015, 427 p., chapitre 1 ; P.Cabanel, *Histoire des protestants en France (XVIe-XXIe siècle)*, Fayard, 2012, 1 502 p., pp. 1086-1092 et

sont plus guère *sous tutelle*, selon l'expression de Geneviève Poujol ¹, elles tendent à être « actrices de leur destinée » (titre de sa deuxième partie, 1914-1960), elles « prennent l'initiative » (titre du chapitre 4) ; les Éclaireuses unionistes avaient été créées dès 1912.

« Institutionnalisé » avant la guerre, **le baptisme**, assez bien implanté dans le nord de la France, dans la région parisienne et à Montbéliard, se divise en plusieurs familles (Association évangélique, présidée par Robert Dubarry, Église baptiste du Tabernacle, Fédération baptiste...) et il envoie des missions intérieures. Il y a entre 6 000 et 6 500 baptistes en France, il y en aura moitié plus au début des années 50 (2). Enfin, les premières organisations scoutistes ont été protestantes en France, et dès avant la Première Guerre mondiale. Leur tonalité patriotique a été exacerbée par la Grande Guerre.

Pour Michel Winock ³ **les années 20** marquent l'achèvement de la « seconde intégration » des **juifs** : c'est une « **intégration** par le sang versé », pendant la Grande Guerre, concluant le « **républicanisme juif** », formule de Philip Nord ⁴. Les synagogues apparaissent d'ailleurs plus comme un lieu de rencontre que comme un lieu de prière. À noter que les juifs libéraux de l'Union libérale israélite ont inauguré leur **synagogue de la rue Copernic** (Paris 16e) en 1907 (5) et que les femmes juives sont séduites par le courant libéral. Mais **cette intégration devient vite partielle, au détriment de l'immigration venue d'Europe centrale (juifs ashkénazes) et d'Afrique du Nord (juifs sépharades)**, qui, bien que numériquement peu importante dans les années 20, non

M.Carbonnier-Burkard & P.Cabanel, *Une histoire des protestants en France. XVIe-XXe siècles*, Desclée de Brouwer, 1998, 217 p., pp. 172-174

¹ Geneviève Poujol, *Un féminisme sous tutelle. Les protestantes françaises. 1810-1960*, Les Éditions de Paris/Max Chaleil, 2003, 286 p.

² S.Fath, *Une autre manière d'être chrétien en France. Socio-histoire de l'implantation baptiste (1810-1950)*, thèse, Genève, Labor et fides, 2001, 1 222 p. et *Les baptistes en France (1810-1950). Faits, dates et documents*, Excelsis, 2002, 207 p.

³ Titre du chapitre 8 de M.Winock, *La France et les Juifs. De 1789 à nos jours*, Seuil, coll. « L'univers historique », 2004, 411 p. Bibliographie générale : Esther Benbassa, *Histoire des juifs de France*, Seuil, coll. "Points", 1997, 373 p., réédition, 2000, 404 p. ; Michel Abitbol, *Les deux Terres promises. Les juifs de France et le sionisme, 1897-1945*, Orban, 1989, 298 p., réédition, Perrin, 2010, 298 p. ; Pierre Birnbaum, *Un mythe politique, la "République juive", de Léon Blum à Pierre Mendès France*, Fayard, 1988, 417 p., réédition, Gallimard, 1995, 417 p. ; P.Birnbaum, "Les juifs d'État dans les guerres franco-françaises du boulangisme au Front populaire", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janvier-mars 1992, pp. 26-44 ; R.Schor, *L'antisémitisme en France pendant les années trente*, Complexe, 1992, 384 p., réédité en 2005 sous le titre *L'Antisémitisme en France dans l'entre-deux-guerres. Prélude à Vichy*, 381 p.

⁴ C'est le titre du chapitre 4 de P.Nord, *Le moment républicain. Combats pour la démocratie dans la France du XIXe siècle*, trad. fr., A.Colin, 2013, 334 p.

⁵ Elle sera le théâtre d'un tragique attentat à la bombe le 3 octobre 1980.

seulement « choque » les non-juifs mais ne trouve guère d'accueil sympathique de la part de la communauté israélite française. Les juifs immigrés seront bientôt plus nombreux à Paris que les juifs « autochtones » ; surtout leur intégration est faible. À Paris, à côté du Pletzl, une nouvelle zone de concentration naît, le quartier de Belleville. D'autres s'installent à Montmartre et à Clignancourt. Parallèlement les juifs autochtones déménagent souvent vers l'ouest parisien. Il y a même des juifs en banlieue, comme ceux étudiés par Jean Laloum ¹. La conséquence est triple : renforcement des liens entre immigrés et, partant, du tissu culturel du *shtetl*, distance vis-à-vis des juifs autochtones, enfin renforcement de la xénophobie et de l'antisémitisme, qui se réveille dès 1919, après la trêve de la Grande Guerre.

Certains historiens affirment, par contre, qu'il n'y a guère de manifestations antisémites dans les années 20, à la différence, bien sûr, des années 30, mais n'y a-t-il pas **un antisémitisme rampant**, développé par l'introduction des *Protocoles des Sages de Sion* ? et l'antiprotestantisme et l'antisémitisme ne sont-ils pas des « haines jumelles », mot de Patrick Cabanel ² ? De manière indubitable, il y a recrudescence de l'antisémitisme en Algérie ³. La Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA) est créée en 1928 par Bernard Lecache (1895-1968). Le **sionisme** doit se repositionner par rapport à une Palestine sous mandat britannique. L'importance du sionisme français est très discutée et Esther Benbassa la dit faible. Michel Abitbol pense surtout que les **juifs français sont très divisés par rapport au sionisme**. Ils le sont aussi quant à la Syrie, mandat français dans lequel il y a des juifs et pour lequel les autorités françaises s'opposent à toute organisation juive et à toute nouvelle installation ⁴. En métropole, par contre, la loi sur les associations est en vigueur : la Fédération des sociétés juives de France (FSJF) est créée en 1926 et l'année suivante Justin Godart (1871-1956) crée le Comité France-Palestine ⁵. Il y a des Éclaireurs israélites (scouts) dès 1922. Les

¹ J.Laloum, *Les Juifs dans la banlieue parisienne, des années 20 aux années 50. Montreuil, Bagnolet et Vincennes à l'heure de la solution finale*, CNRS Éditions, 1998, 448 p.

² Titre du chapitre VI de P.Cabanel, *Juifs et protestants en France. Les affinités électives. XVIe-XXIe siècles*, Fayard, 2004, 351 p.

³ P.Bourdrel, *Histoire des juifs de France*, Albin Michel, 1974, tome I, réédition, 2004, 455 p., pp. 392-39

⁴ Pour aller plus loin : notice par Catherine Nicault dans J.-J.Becker & A.Wieviorka dir., *Les Juifs de France de la Révolution française à nos jours*, Liana Levi, 1998, 445 p., pp. 130-133.

⁵ A.Wieviorka dir., *Justin Godart. Un homme dans son siècle (1871-1956)*, CNRS Éditions, 2004, 261 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, janvier 2005, pp. 452-453.

citoyens juifs votent plutôt à gauche, mais au sein d'une gauche française très divisée et malgré le Cartel il y a **diversité des attitudes politiques** 1.

Retrouvons, sur la lancée des vies religieuses des années 20, les religions en France. **Dans les années 30**, sans doute davantage que dans la décennie précédente, **les femmes jouent un rôle très important** : *Destins de femmes* 2 ? Au sein du **catholicisme** (3), le courant intellectuel dominant est bergsonien. La grande œuvre éditoriale est *l'Histoire de l'Église des origines jusqu'à nos jours* d'Augustin Fliche (1884-1951) et Victor Martin (1886-1945), dont les six volumes (d'auteurs tous différents) publiés entre 1934 et 1939 chez Bloud et Gay sont très conservateurs. Les **cultes de Jeanne d'Arc et de Thérèse de Lisieux** connaissent une popularité exceptionnelle, que montre bien le grand nombre de statues, de sanctuaires et de pèlerinages qui leur sont consacrés. Canonisée en 1920, comme nous l'avons vu, Jeanne est à nouveau, comme à la fin du XIXe siècle et à la différence des années 20, revendiquée par la droite dans les années 30. Les ouvrages de Thérèse (1873-1897), béatifiée en 1923 par Pie XI, connaissent une grande diffusion après avoir été largement amendés dans le sens de la mièvrerie par sa sœur et ils renforcent la popularité du pèlerinage de Lisieux. D'une façon générale les **grands pèlerinages français**, comme Chartres ou Lourdes, se libèrent du spectre de la Grande Guerre qui avait marqué de patriotisme les pèlerinages des années 20 et connaissent renouveau et développement. L'accueil, le transport et les prières sont mieux organisés, le **pèlerinage étudiant à Chartres** naît en 1935... Les vies de saints et les mystères sont popularisés par le théâtre religieux et le cinéma.

Le 19 août 1934 est inaugurée **la statue (illuminée le soir) du Christ-Roi**, œuvre du sculpteur Georges Serraz (1883-1963), aux Houches, à l'entrée de la vallée de Chamonix, face à la chaîne du mont Blanc. Elle est la « transcription monumentale de l'exaltation liturgique du Christ-Roi décidée par Pie XI en 1925 » et incarne l'idée de la « nouvelle chrétienté », selon les deux heureuses expressions d'Yvon Tranvouez 4. Le

1 Cf. P.Birnbaum, *Les Fous de la République. Histoire politique des Juifs d'État de Gambetta à Vichy*, Fayard, 1992, 516 p., réédition, Seuil, coll. « Points », 1994, 512 p.

2 Cf. A.Cova & B.Dumons dir., *Destins de femmes. Religion, culture et société en France. XIXe-XXe siècles*, Letouzey et Ané, 2010, 466 p.

3 Essentiel : René Rémond, avec la collaboration d'Aline Coutrot, *Les Catholiques dans la France des années 30*, Cana, 1979, 273 p. (réédition de *Les catholiques, le communisme et les crises*, 1960).

4 Yvon Tranvouez, *Catholicisme et société dans la France du XXe siècle. Apostolat, progressisme et tradition*, Karthala, 2011, 327 p.

clergé est insuffisant en quantité et en qualité : le recrutement sacerdotal est faible, inférieur à ce qu'il était avant la guerre ; il avait remonté dans les années 20, mais sans retrouver le niveau de la Belle Époque. En conséquence, il y a déjà un **déficit de prêtres** dans la France des années 30 et le renouvellement des générations ne se fait pas. Mais les nouveaux prêtres ne viennent plus guère du monde rural, beaucoup plus de la bourgeoisie catholique. Au contraire l'Église de France voit un renouvellement de ses évêques et l'augmentation du clergé régulier. Je peux ajouter que le Tiers-Ordre franciscain, qui par définition ne concerne que des laïcs, voit ses rangs grossir et se renouveler.

L'abbé Louis Bethléem (1869-1940), un des porte-paroles de la FNC, guide les lectures des catholiques ; ses *Romans à lire et romans à proscrire* (1904) continuent d'être réédités. Il est antiprotestant, antisémite, il rejette les écrivains catholiques suspects comme Mauriac, Bernanos, et d'autres. George Sand est devenue depuis les années vingt à ses yeux « communiste » et l'abbé Louis Bethléem lutte contre les illustrés français (*Les Pieds Nickelés*) et étrangers (*Le Journal de Mickey*), qu'il n'hésite pas à arracher des kiosques et à déchirer par brassées **1. Il existe depuis 1927 une vraie censure catholique, incarnée en la personne de Pierre L'Ermite**, pseudonyme d'Edmond Loutil (1863-1959), prêtre du diocèse de Paris de 1888 (son ordination) à sa mort, en 1959, journaliste de *La Croix* donnant aussi des avis à d'autres publications catholiques **2.** Loutil avait pris rapidement pour la publication de ses chroniques et de ses livres (qui continuera jusque dans les années 1950) le pseudonyme de « Pierre l'Ermite ». Il est familier des milieux artistiques depuis qu'il avait été curé de Saint-Jean l'Évangéliste de Montmartre (à partir de 1919 il est curé de Saint-François-de-Sales, dans le 17^e arrondissement).

Les années 30 voient le triomphe des mouvements d'Action catholique spécialisée 3, avec une spécialisation accrue et une coordination par l'ACF (Action catholique française). L'obsession générale est celle d'un apostolat dégagé des préoccupations politiques. Certains éléments (JOC et JAC) étaient apparus récemment, à la fin des années 20, et, éventuellement, ils essaient dans le monde des années 30 :

1 J.-Y. Mollier, *La mise au pas des écrivains. L'impossible mission de l'abbé Bethléem au XX^e siècle*, Fayard, 2014, 510 p. ; « Aux origines de la loi du 16 juillet 1949, la croisade de l'abbé Bethléem contre les illustrés étrangers », dans l'ouvrage collectif dirigé par T. Crépin & T. Groensteen, « On tue à chaque page ». *La loi de 1949 sur les publications destinées à la jeunesse*, Éditions du Temps/Musée de la Bande dessinée, 1999, 253 p., pp. 17-34.

2 Y. Poncelet, *Pierre l'Ermite (1863-1959). Prêtre, journaliste à « La Croix » et romancier. Présence catholique à la culture de masse*, Cerf, 2011, 663 p.

3 Lire la première partie d'Yvon Tranvouez, *Catholicisme et société dans la France du XX^e siècle. Apostolat, progressisme et tradition*, Karthala, 2011, 327 p., ainsi qu'Y. Tranvouez, *Catholiques d'abord. Approches du mouvement catholique en France. XIX^e-XX^e siècle*, Éditions ouvrières, 1988, 264 p., pp. 118-126.

c'est ainsi qu'une JOC naît au Canada en 1931, une autre en Suisse en 1934... La JOC est active sur le terrain des luttes sociales à partir de 1935 ; elle développe les idéaux de dignité du travail manuel et de « pureté » personnelles, avec des slogans comme « respect des jeunes ouvrières », « ne profanons jamais l'amour ». La JOCF a pour secrétaire générale de 1928 à 1939 Jeanne Aubert, facturière, née en 1909, qui épouse en 1941 François Picard, dirigeant national de la JOC 1. Une Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) naît en 1930 (2). La JAC, née en 1929, a une branche féminine en 1933 et un effectif de 35 000 adhérents en 1935 (3). Il apparaît même une JMC (Jeunesse maritime chrétienne) en 1932 et en 1936 une JIC (Jeunesse indépendante chrétienne) pour la bourgeoisie, avec une JICF. En 1936 est fondée la Paroisse universitaire.

La **Confédération française des Travailleurs chrétiens (CFTC)**, née le 2 novembre 1919, forme une seconde confédération syndicale, certes toujours appuyée sur les encycliques pontificales et le christianisme social mais elle est présente dans les grèves de 1936 et elle négocie des conventions collectives. Elle n'est pas conviée à négocier et signer les accords Matignon, ce qui ne l'empêche pas d'atteindre 500 000 membres en 1939. Son président est **Gaston Tessier** (1887-1960) et son « maître à penser » est **Paul Vignaux** (1904-1987). La CFTC est vue par l'Église et le clergé d'un œil désormais beaucoup moins soupçonneux. Cette ouverture relative est bien sûr provoquée par un raisonnement anticommuniste mais elle est également due à la crise économique et sociale des années 30, la principale raison de l'ouverture « sociale » de l'Église catholique venant de la prise de conscience de la déchristianisation profonde et du conformisme social de la société française, montrée, avec des différences régionales importantes, par les tout premiers travaux de Gabriel Le Bras (1891-1970), professeur de droit romain et de droit canon, et de Fernand Boulard (1898-1977), curé de campagne devenu aumônier national de la JAC puis de la JACF. De son côté **l'école privée catholique** doit mener de rudes combats. L'extension de la gratuité nuit aux établissements ; les associations de parents d'élèves sont créées à partir de 1930. La lutte entre les deux écoles est très vive dans l'Ouest, mais assoupie dans le reste de la France, sauf lors de courtes crises, en 1930 et 1936. Daladier et le cardinal Jean Verdier, leader de l'Action catholique, négocient secrètement à la veille de la guerre.

¹ Éric Belouet a écrit sur « le couple jociste » une contribution dans l'ouvrage collectif, *Les catholiques dans la République. 1905-2005*, L'Atelier, 2005, 365 p., pp. 86-114.

² On lira l'intéressant témoignage de Gabriel Matagrín (1919-2004), futur évêque de Grenoble, dans G.Cholvy, B.Comte & V.Feroldi dir., *Jeunesses chrétiennes au XXe siècle*, Éditions ouvrières, 1991, 174 p., pp. 76 et suiv.

³ On lira les témoignages de Maurice Girod et Florent Nové-Josserand, dans G.Cholvy, B.Comte & V.Feroldi dir., *Jeunesses chrétiennes au XXe siècle*, Éditions ouvrières, 1991, 174 p., pp. 63-69 et sur la JACF le témoignage intéressant de Marie-Louise Velon, dans le même livre, pp. 59-62.

On l'a aperçu il y a un instant, un **puissant renouvellement de l'épiscopat français** se produit. Il est délibéré de la part de Pie XI qui veut tourner la page de manque de soutien par l'épiscopat français dans la crise de l'Action française. Il nomme des hommes jeunes, de bon niveau intellectuel, souvent marqués par leur expérience d'anciens combattants et en tout cas partageant des préoccupations sociales. Ce sont Verdier (1864-1940) et Achille Liénart (1884-1973), évêque de Lille de 1928 à 1968 (1), tous deux cités à l'instant, Emmanuel Suhard, archevêque de Paris de 1940 à 1949 (2), Saliège 3, Gerlier, Feltin...

On l'a souvent dit et développé, **l'Église et les catholiques sont hostiles à la gauche, surtout celle du Front populaire, ils montrent de l'antisémitisme**, qui explose en Alsace à partir de 1936, voire une certaine tolérance vis-à-vis du nazisme. Toutes les figures d'ecclésiastiques exaltées depuis 1914 prennent une coloration anti-laïque et cléricale. Le « Manifeste pour la défense de l'Occident et de la paix en Europe » de Henri Massis (maurassien) est du 4 octobre 1935 (à propos de l'Éthiopie) ; la « main tendue » par Thorez à la radio le 17 avril 1936 ne scandalise-t-elle pas ? Les catholiques des années 30 sont lecteurs de *L'Écho de Paris*, de *La France catholique*, ils écoutent Castelnau. Mais ce dernier et la Fédération nationale catholique (FNC) ont rompu avec le fascisme italien, après un temps de sympathie, et dénoncent le régime nazi ; les leaders de la FNC auront d'ailleurs des attitudes variées face à Vichy et la Révolution nationale. **Au rebours de l'opinion traditionnelle, Paul Christophe 4**, après avoir souligné que l'Église de France n'a pas « choisi » son camp et que beaucoup de catholiques sont méfiants à l'égard des ligues, introduit des **nuances** et démontre que les positions des laïcs et du clergé ressortissent à un éventail très large : des syndiqués de la CFTC expriment un large assentiment à l'œuvre sociale du Front populaire, le cardinal Liénart condamne les attaques contre Salengro, etc. Tout au moins en 1936...

Au sein de la démocratie chrétienne française on a certes deux partis très modérés, mais la Jeune République est nettement à gauche. Le **Parti démocrate populaire (PDP, 1924-1945)**, qui a la sympathie du Saint Siège, est le plus important,

1 Catherine Masson, *Le cardinal Liénart, évêque de Lille, 1928-1968*, Thèse, Le Cerf, 2001, 769 p.

2 Jean Vinatier, *Le Cardinal Suhard (1874-1949). L'évêque du renouveau missionnaire en France*, Le Centurion, 1983, 447 p. ; J.-P. Guérend, *Cardinal Emmanuel Suhard, archevêque de Paris (1940-1949) : temps de guerre, temps de paix, passion pour la Mission*, Cerf, 2011, 370 p.

3 Jules-Géraud Saliège, 1870-1956. J.-L. Clément, *Monseigneur Saliège, archevêque de Toulouse (1929-1956)*, Beauchesne, 1994, 415 p.

4 Paul Christophe, *1936. Les catholiques et le Front populaire*, Desclée, 1979, réédition, Éditions ouvrières, 1986, 308 p.

avec ses 15 à 20 députés, ses 10 000 adhérents, employés, agriculteurs et classes moyennes, recensés surtout en Bretagne (il a une structure fédérale). Le PDP a sa plus grande audience parlementaire entre 1928 et 1932 et ses élus sont nettement modérés, malgré l'influence du Parti populaire italien (PPI) de Don Luigi Sturzo (1871-1959) : beaucoup de députés ont été du Bloc national, le parti a été contre le Cartel des Gauches... Les personnes les plus notables à la tête du PDP sont Auguste Champetier de Ribes (1882-1947, le président depuis 1929), Robert Schuman (1886-1963), **Georges Hourdin** (1899-1999, futur co-fondateur de *La Vie* et de *Télérama*), Emmanuel Desgrées du Loû (1867-1933) et Raymond Laurent. **Le parti est au fond l'aile « sociale » des majorités « modérées »**, il est nettement **hostile au Front populaire** ; il se défend d'être un parti « confessionnel », d'où une position ambiguë, que tranche le choix de 36... Son organe de presse est *Le Petit Démocrate*, dirigé par Robert Cornilleau. Toutefois, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, le PDP se rapproche de la Jeune République, grâce à *L'Aube*, journal démocrate populaire fondé en 1932 par Francisque Gay (1885-1963) — directeur, véritable éditeur et patron de presse catholique, doté d'une vocation de « rassembleur » — et Georges Bidault (1899-1983), l'éditorialiste. On peut ajouter que le PDP a formé des cadres pour la Résistance et le MRP de la IVe République.

L'autre parti démocrate chrétien de droite est l'**Union populaire républicaine d'Alsace**, surgie dès le retour de 1919. Une dizaine de députés au total, 14 000 adhérents, d'un recrutement social très varié, l'appui du clergé et de la presse catholique locale et, surtout, le régionalisme et l'autonomisme. La **Jeune République**, c'est tout autre chose, c'est l'adhésion au Rassemblement populaire, malgré la méfiance des radicaux, par anticléricalisme, le soutien constant à l'action du Front populaire et, le 10 juillet 1940, les quatre députés JR votent contre les pleins pouvoirs à Pétain ¹. Dès l'époque du Bloc national Marc Sangnier a été pionnier du rapprochement franco-allemand ; le PDP a noué des liens cordiaux avec le *Zentrum* ; l'universitaire catholique Maurice Vaussard (1888-1978) œuvre dans le même sens avec son *Bulletin catholique international*.

Éloigné de la Jeune République — mais nous restons dans l'ordre d'idées du paragraphe précédent — **Georges Bernanos** (1888-1948), tout en demeurant royaliste, a sur la Commune et surtout la guerre d'Espagne des opinions qui le rapprochent de

¹ À noter que Marc Sangnier a fondé en 1930 la Ligue française des Auberges de la Jeunesse et s'est éloigné de l'action politique. Il sera président d'honneur du MRP, dans lequel la Jeune République se fondra en 1947. Biographie : J.-J. Greteau, *Marc Sangnier. Le semeur d'espérances*, L'Harmattan, 2009, 343 p.

la gauche. *La Croix* modifie-t-elle ses vues politiques ? Pour Alain Fleury ¹ *La Croix* donne de l'Allemagne une image floue, participant aux « silences de l'Église ». Au début des années 30, avant l'arrivée au pouvoir de Hitler, le monde catholique français et *La Croix* continuent à penser en termes de **réconciliation franco-allemande**, il est sensible au ministère dirigé par Heinrich Brüning (1885-1970), du Zentrum, il n'est pas hostile au briandisme (mais *L'Aube* de Francisque Gay et Gaston Tessier va plus loin). Après 1933, *La Croix* constate que le Zentrum s'efface de bonne grâce, que la hiérarchie catholique allemande multiplie les concessions et que Rome signe avec Hitler un concordat. Ensuite certes *La Croix* se fait l'écho des protestations allemandes devant les violations du concordat, publie des reportages critiquant nettement le régime nazi, mais le quotidien reste, comme le Vatican, prudent devant la Nuit des Longs Couteaux, et ne condamne pas les Allemands en tant que peuple, à la différence de l'Action française, traditionnellement germanophobe. **À partir de 1936, le stalinisme, la guerre d'Espagne et le Front populaire poussent l'opinion catholique à la division.** Certes *La Croix* ne fait jamais sien le fameux slogan « plutôt Hitler que Blum » mais les articles y sont très hétérogènes. Pierre l'Ermite (voir plus haut) écrit des articles violemment et haineusement antigermaniques, Jean Caret — pseudonyme collectif de l'historien Émile Coornaert (1886-1980), de l'homme de lettres André Toledano (1888-1972) et du jeune homme politique PDP Jean Letourneau (1907-1986) — est beaucoup plus nuancé, il est critique vis-à-vis du nazisme et des accords de Munich. Mais **d'autres plumes sont sensibles au modèle d'« organisation »** (sociale et économique) **de l'Allemagne nazie, au « moralisme » du régime, au « catholicisme » de Hitler**, et peut-être y a-t-il des vestiges de l'antisémitisme de la fin du XIXe siècle. L'hebdomadaire dominicain *Sept* est fondé en mars 1934, avec l'appui de Pie XI, par les pères Marie-Vincent Bernardot (1883-1941) et Pierre Boisselot (1899-1964), après les événements du 6 février 1934. Mais cette publication progressiste proche des Éditions du Cerf doit se saborder en 1937 après avoir publié une interview de Léon Blum, le Vatican intervenant très clairement contre un hebdomadaire prétendu philocommuniste ². Il est remplacé par *Temps présent*, qui n'est plus dirigé par des dominicains mais par des laïcs. Parmi eux un rôle essentiel est tenu par Ella Sauvageot (1900-1962), Stanislas

¹ Alain Fleury, « *La Croix* » et l'Allemagne, 1930-1940, Le Cerf, 1986, 456 p. et « *La Croix* devant la marée brune », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 9, janvier-février 1986, pp. 53-66.

² Aline Coutrot (1926-1987), *Un courant de la pensée catholique. L'hebdomadaire « Sept » (mars 1934-août 1937)*, Cerf, 1961, 334 p. & « *Sept* ». *Un journal, un combat (mars 1934-août 1937)*, Cana, 1982, 264 p. ; M. della Sudda, « La suppression de l'hebdomadaire dominicain *Sept*. Immixtion du Vatican dans les affaires françaises (1936-1937) ? », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, octobre-décembre 2009, pp. 29-44.

Flumet (1896-1983), **Joseph Folliet** (1903-1972) **1** et **Georges Hourdin** (1899-1999) **2**. *L'Aube* est beaucoup plus homogène et clairement antinazie que *La Croix*.

La revue *Esprit* est fondée en 1932 par Emmanuel Mounier (1905-1950), agrégé de philosophie (qui fera réparaître la revue après 1945). Elle influence le père Jules Monchanin (1895-1957), alors en recherche sur sa véritable vocation **3**. Il faut aussi citer le père jésuite Teilhard de Chardin (1881-1955) **4**, le père Henri de Lubac, ordonné prêtre en 1927, qui commence une œuvre immense, dactylographiée par lui-même (!) **5**. Les **penseurs laïcs** sont importants : Étienne Borne (1907-1993), Henri-Irénée Marrou (1904-1977), Paul Vignaux (1904-1987), et d'autres. Il faut faire une place à part à Joseph Folliet (1903-1972) **6**, disciple de Marc Sangnier à la Jeune République, étudiant en théologie, laïc (il ne sera ordonné prêtre qu'en 1968), fondateur des Compagnons et des Compagnes de Saint François (1927 et 1929), militant anticolonialiste par ses deux thèses (1932 et 1934), et journaliste engagé (à *Sept* et à *Temps présent*). Les écrivains catholiques sont nombreux : Henry Bordeaux (1870-1963), Daniel-Rops (pseudonyme de Henri Petiot, 1901-1965), Maxence Van der Meersch (1907-1951), Paul Claudel, François Mauriac, Georges Bernanos, etc.

Au fond, et à l'image de ces hebdomadaires et de ces intellectuels, **le monde catholique français fourmille dans les années 30 d'initiatives et d'organisations nouvelles. Il est peuplé de « militants »,** formés par l'Action populaire et les Semaines sociales. Il y a des organisations patronales chrétiennes : à la Confédération française des Professions, née en 1926, s'ajoute en 1938 le Centre des Jeunes Patrons. Un effort est fait pour rechristianiser les banlieues, grâce au Jésuite Pierre Lhande (1877-1957), à ses sermons et à son livre *Le Christ dans la banlieue*, publié en trois volumes entre 1927 et 1931. **La Semaine de l'Unité est fondée en 1935** par le père dominicain Marie Alain Couturier (1897-1954). **Et puis il y a les patronages, les « patros »** et leurs organisateurs

1 Biographie : A.Deléry, *Joseph Folliet (1903-1972). Parcours d'un militant catholique*, Cerf, 2003, 484 p.

2 Biblio. : M.Sevegrand, « *Temps présent* » : *une aventure chrétienne (1937-1992)*, tome I, *Un hebdomadaire (1934-1947)*, Éditions du Temps présent, 2007, 323 p.

3 Françoise Jacquin, *Jules Monchanin prêtre. 1895-1957*, Cerf, 1996, 329 p., chapitre III et *L'abbé Monchanin. À l'écoute d'un prophète contemporain*, Collège des Bernardins, 2012, 136 p.

4 D.Avon & Ph.Rocher, *Les Jésuites et la société française aux XIXe et XXe siècle. Des « humanités » à un nouvel « humanisme chrétien »*, Privat, 2001, 288 p., pp. 148-149.

5 G.Chantraine, *Henri de Lubac*, tome I, *De la naissance à la démobilisation (1896-1919)*, Cerf, 2007, 746 p., tome II, *Les années de formation (1919-1929)*, Cerf, 2009, 850 p. ; H.U. von Balthazar & G.Chantraine, *Le cardinal Henri de Lubac. L'homme et son œuvre*, Lethielleux & Culture et Vérité, 1983, 144 p.

6 A.Deléry, *Joseph Folliet (1903-1972). Parcours d'un militant catholique*, Cerf, 2003, 484 p.

et animateurs : grande est leur importance ! À leur égard, Fabien Groeninger ¹ a prolongé pour l'entre-deux-guerres le travail pionnier de Michel Lagrée. Le grand homme de la Fédération gymnastique et sportive des Patronages de France (FGSPF) est désormais François Hébrard (1877-1970), président de 1923 à 1956. Hébrard est également président de la Fédération internationale catholique d'éducation physique et sportive de 1931 à 1955. Les **patronages** sont « revitalisés » notamment par la fondation de **l'hebdomadaire illustré *Cœurs vaillants en 1927***, où Hergé dessine ; cette publication pour les garçons est doublée d'un hebdomadaire pour les filles, *Âmes vaillantes*. Les patronages essaient dans les campagnes, ce que montrent bien plusieurs contributions au colloque de 1987 *Le patronage, ghetto ou vivier ?*².

Pour les années 20 j'avais parlé de nouvel art religieux. Dans la décennie suivante tout n'est pas art nouveau, tant s'en faut, comme le montre **la très scolaire basilique de Lisieux**, « l'ignominieuse basilique de Lisieux » — formule du père dominicain Marie Alain Couturier (1897-1954) ³, terminée peu avant la Seconde Guerre mondiale et point touchée par les bombardements ⁴. Et les **Chantiers du Cardinal**, fondés en 1931 par le cardinal Jean Verdier (1864-1940) pour financer constructions et reconstructions, sont architecturalement parlant peu originaux.

Parallèlement, « l'anticléricalisme se désagrège : il perd sa belle unité des temps de guerre et d'affrontement idéologique » ⁵. Certains ont avancé l'idée que dans les années 30 la laïcité était presque devenue synonyme de pacifisme, mais tous les laïcs ne sont pas pacifistes et tous les pacifistes ne sont pas laïcs... Un partage comparable s'observe en matière de *bénédiction de Prométhée*, autrement dit de rapports entre

¹ F. Groeninger, *Sport, religion et nation. La Fédération des patronages de France d'une guerre mondiale à l'autre*, L'Harmattan, 2004, 340 p. Autres livres : G. Cholvy & Y. Tranvouez dir., *Sport, culture et religion. Les patronages catholiques (1898-1998)*, Colloque de 1998, Brest, Centre de recherche bretonne et celtique, 1999, 383 p. ; G. Cholvy, *Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France (XIXe-XXe siècles)*, Le Cerf, 1999, 419 p.

² Colloque *Le patronage, ghetto ou vivier ?* (Paris, 1987), Nouvelle Cité, 1988, 369 p. Autres ouvrages : Y. Tranvouez, « Le sport catholique en France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2006, pp. 171-180 ; V. Feroldi, *La Force des Enfants, des Cœurs Vaillants à l'A.C.E.*, Éditions ouvrières, 1987, 336 p. ; J.-M. Jouaret, *La fédération des sections sportives des patronages catholiques. 1898-1998. Que sont les patros devenus ?*, L'Harmattan, 2012, 245 p.

³ Citée par F. Caussé, *La revue L'Art sacré. Le débat en France sur l'art et la religion (1945-1954)*, Le Cerf, 2010, 683 p., p. 129. Lisieux collectionne en effet tous les « savoir-faire » de « bon élève » (les arcs en particulier) et les fautes de goût... Une biographie de Couturier est pp. 223-246.

⁴ Cf. A. Guise-Castelnuovo, « Les derniers feux du triomphalisme : l'édification du sanctuaire de Lisieux (1900-1954) », dans J. Lalouette & C. Sorrel dir., *Les lieux de culte en France. 1905-2008*, Letouzey & Ané, 2008, 380 p., pp. 115-128.

⁵ René Rémond, *L'anticléricalisme en France de 1815 à nos jours*, Fayard, 1976, 375 p., réédition, Complexe, 1985, 416 p., réédition, Fayard, 1999, 420 p., p. 273.

catholicisme, sciences et techniques ¹, car quelques « imprécateurs » se manifestent encore : Joseph Lanza del Vasto (1901-1981), Louis Massignon (1883-1962), Arnaud Dandieu (1897-1933), et Gandhi a un fort lectorat en France. La naissance d'une Action catholique spécialisée (JOC, JAC, JEC...) pousse à se soucier des secteurs d'activité, des milieux de travail, surtout du monde ouvrier, avec une forte critique du taylorisme, du fayolisme, avec aussi des partisans. La réflexion sur le taylorisme se poursuit, un très fort intérêt porté à l'artisanat. À cet égard grand est le rôle des aumôniers des mouvements, jeunes et cultivés en général. Des craintes épiscopales s'étaient manifestées vis-à-vis de la radio dans les années 20, heureusement Radio-Vatican naît en 1931 et dédouane la radio. Quant au cinéma catholique, il explose, ainsi que le son enregistré et diffusé par gramophone.

Les protestants français seraient environ 600 000 **dans les années trente** ². Il existe toujours un **protestantisme rural**, qui, dans le cas de l'Alsace donne une physionomie de villages entièrement protestants dressés contre des villages voisins entièrement catholiques. Aux bastions que sont les départements alsaciens, il faut toujours ajouter le Gard, la Drôme, l'Ardèche, et, bien sûr, la région parisienne. **André Siegfried** donne d'ailleurs des cours au Collège de France en vue d'un ouvrage sur le *Tableau politique de la France du Midi sous la Troisième République*, dont il ne publiera que deux fragments, en 1945 et 1949, le second concernant l'Ardèche ³. Le protestantisme continue à être toujours fortement représenté chez les hauts fonctionnaires ⁴. Un premier regroupement des familles protestantes se fait avec la **naissance de la Fédération protestante (1929)**, dirigée des origines à 1961 par **Marc Boegner** (1881-1970) ⁵. Un deuxième survient **en 1938 avec la fondation de l'Église réformée de France, dont le Conseil national est également dirigé par Marc Boegner**. Les **divisions politiques** s'exacerbent, les protestants de droite (exemple : l'Association Sully, née en 1930) étant fortement anticommunistes. Il y a un monarchisme protestant,

¹ Toujours d'après Michel Lagrée, *La bénédiction de Prométhée. Religion et technologie. XIXe-XXe siècle*, Fayard, 1999, 438 p.

² P.Cabanel, *De la paix aux résistances. Les protestants français de 1930 à 1945*, Fayard, 2015, 427 p.

³ Cf. P.Cabanel, *Les Protestants et la République. De 1870 à nos jours*, Complexe, 2000, 271 p., pp. 117-118.

⁴ Pour lesquels je rappelle le livre de Christophe Charle, *Les Élités de la République. 1880-1900*, Fayard, 1987, 556 p.

⁵ P.Cabanel & A.Encrevé dir., *Dictionnaire biographique des protestants français, de 1787 à nos jours*, tome I, de A à C, Éditions de Paris/Max Chaleil, 2015, 832 p., pp. 333-334, Notice par P.Bolle dans J.-M.Mayeur & Y.-M.Hilaire dir., *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, tome 5, *Les protestants*, dirigé par A.Encrevé, Beauchesne, 1993, 534 p., pp. 77-79, P.Cabanel, *De la paix aux résistances. Les protestants français de 1930 à 1945*, Fayard, 2015, 427 p., pp. 126-134, et surtout R.Mehl, *Le pasteur Marc Boegner, 1881-1970. Une humble grandeur*, Plon, 1987, 346 p.

à gauche le courant de Terre humaine et André Philip, avec même l'objection de conscience chez ce dernier. Le **protestantisme de gauche continue donc, avec notamment André Philip** (1902-1970), le premier député SFIO chrétien (en 1936). Un pacifisme protestant est beaucoup plus important, relativement, que le pacifisme catholique ; des intellectuels protestants (André Gide et André Chamson) militent dans l'antifascisme. Le protestantisme français subit encore plus fortement que dans les années 20 l'influence de la pensée de Karl Barth. Les femmes pasteurs sont de plus en plus nombreuses, la première ayant été installée en 1927. Et ce seront les débuts de la Cimade au tout début de la guerre ¹.

Il y a **dans la France des années 30** de plus en plus d'immigration de **juifs**, de sorte qu'il y a dans le pays de 330 000 à 350 000 **juifs** en 1939 (²). Les sépharades s'assimilent toujours, et environ 50 000 juifs, profitant de la loi de 1927, se font naturaliser français entre cette date et 1940, mais les ashkénazes « résistent » à la francisation. La **question de l'assimilation** est un puissant facteur de division ; de très nombreuses petites synagogues sont créées à l'usage des immigrés et l'essor de la vie culturelle yiddish est évident. D'une façon générale, **l'organisation**, et le **monde associatif** en particulier, progressent par rapport aux années 20, mouvements de jeunesse, mouvements sionistes, l'enseignement secondaire se développe, les lieux de culte se multiplient. En 1938 l'Union des sociétés juives de France est fondée. Les années Trente sont pour les juifs de France la **décennie du « ciel obscurci »** pour reprendre la formule de Michel Winock ³. C'est la **montée de l'antisémitisme**, avec les mythes de « l'invasion juive », de « l'or juif », du « complot juif », de l'« esprit juif », de l'étranger malfaisant... Comme l'on sait, se produit une malfaisante cristallisation sur le personnage de Léon Blum, qui serait entouré d'une « bande de juifs insolents » ⁴, et sur le Front populaire, comme l'a bien montré Pierre Birnbaum dans sa « *République juive* » ⁵. La pseudo argumentation antisémite se renouvelle dans les années 30 à cause des facteurs internationaux et du Front populaire. Tout un antisémitisme est suscité par

¹ P.Cabanel, *De la paix aux résistances. Les protestants français de 1930 à 1945*, Fayard, 2015, 427 p., pp. 86-95.

² Esther Benbassa, *Histoire des juifs de France*, Seuil, coll. « Points », 1997, 373 p., réédition, 2000, 404 p. ; Michel Abitbol, *Les deux Terres promises. Les juifs de France et le sionisme, 1897-1945*, Orban, 1989, 298 p., réédition, Perrin, 2010, 298 p. ; J.-J.Becker & A.Wieviorka dir., *Les Juifs de France de la Révolution française à nos jours*, Liana Levi, 1998, 445 p.,

³ M.Winock, *La France et les Juifs. De 1789 à nos jours*, Seuil, coll. « L'univers historique », 2004, 411 p., titre du chapitre 9.

⁴ Charles Trochu, architecte politicien d'extrême droite, 1898-1961.

⁵ Pierre Birnbaum, *Un mythe politique, la « République juive », de Léon Blum à Pierre Mendès France*, Fayard, 1988, 417 p., réédition, Gallimard, 1995, 417 p.

la crise économique, la presse antisémite se déchaîne, réclamant l'interdiction de l'entrée des juifs allemands, accusés d'être des espions ou des fauteurs de guerre. Après Munich, les juifs sont même souvent accusés de pousser au conflit pour se venger d'Hitler !

5 février 1934 : affiche de la Solidarité française

« Daladier nous mène comme un troupeau de foire aux Blum, aux Kaiserstein, aux Schweinkopf et autres Zyromski, dont le nom bien français est tout un programme. Voilà vos maîtres, les patriotes ! Voilà la dictature qui t'attend, peuple de France ! Ton parlement est pourri. Tes politiciens compromis. Ton pays livré à la boue des scandales. Ta sécurité menacée. La guerre civile grogne. La guerre tout court rôde. Paysans, la ruine te menace : vois le scandale des blés. Ouvriers, intellectuels, votre situation est assaillie par des étrangers. Ni les uns, ni les autres n'êtes plus chez vous. La France aux Français ! »

Charles Maurras dans *L'Action française*, 9 avril 1935.

« Ce juif allemand naturalisé, ou fils de naturalisé, qui disait aux Français en pleine Chambre qu'il les haïssait, n'est pas à traiter comme une personne naturelle. C'est un monstre de la République démocratique. Et c'est un hircocerv¹ de la dialectique heitmatlos². Détritrus humain, à traiter comme tel...

L'heure est assez tragique pour comporter la réunion d'une cour martiale qui ne pourrait fléchir. [...] Vous me direz qu'un traître doit être de notre pays : M. Blum en est-il ?

Il suffit qu'il ait usurpé notre nationalité pour la décomposer et la démembrer. Son acte de volonté, pire qu'un acte de naissance, aggrave son cas.

C'est un homme à fusiller, mais dans le dos. »

Charles Maurras dans *L'Action française*, 13 octobre 1935.

« Ceux qui poussent à la guerre doivent avoir le cou coupé. Comme la guillotine n'est pas à la disposition des bons citoyens, ni des citoyens logiques, il reste à dire à

¹ [Cerf porteur de cornes].

² [Sans patrie en allemand].

ces derniers : "Vous avez quelque part un pistolet automatique, un revolver, ou même simple couteau de cuisine ? Cette arme, quelle qu'elle soit, devra servir contre les assassins de la paix dont vous avez la liste." »

Henri Béraud, *Gringoire*, 7 août 1936.

« La France à tout le monde.

Sommes-nous le dépotoir du monde ? Par toutes nos routes d'accès, transformées en grands collecteurs ¹, coule sur nos terres une tourbe de plus en plus grouillante, de plus en plus fétide. C'est l'immense flot de la crasse napolitaine, de la guenille levantine, des tristes puanteurs slaves, de l'affreuse misère andalouse, de la semence d'Abraham et du bitume de Judée. Doctrinaires crépus, conspirateurs furtifs, régicides au teint verdâtre, pollacks mités, gratin de ghettos, contrebandiers d'armes, pistoleros en détresse, espions, usuriers, gangsters, marchands de femmes et de cocaïne, ils accourent précédés de leur odeur, escortés de leurs punaises. Tandis que ceux-ci assomment nos ouvriers dont ils volent le pain, ceux-là ne cessent d'insulter à notre patriotisme, dans nos propres journaux. »

Pierre Gaxotte, *Je suis partout*, 16 septembre 1938.

« Il y a en France trois millions et demi d'étrangers, dont la plupart sont venus comme réfugiés antifascistes. Nous avons vu ces messieurs très belliqueux défiler en montrant le poing et en criant des injures contre Hitler. Une occasion véritablement exceptionnelle va peut-être se présenter à eux de combattre ce fascisme abhorré par les moyens les plus directs. Nous comptons bien entendu que ces messieurs en ski, en vitch, en o, en of, et en ez vont en profiter. Le premier soldat tué en 1914 a été le caporal Peugeot. Nous comptons que le premier soldat tué au front de 1938 sera un Rabinovitch ou un Rosenfeld. »

Ralph Schor ² a ajouté quelques éléments neufs, le bestiaire insultant, les violences verbales, les violences physiques, les bouffonneries dans les évocations de la religion juive et de la « psychologie juive » : au total est dressé « un portrait physique et moral répulsif » (titre de chapitre). Des sobriquets sont inventés : Mendès France devient *Pierre Mendès France (sic)*, ou *Mendès Égypte* ; Zay est appelé *Isaïe, dit Jean Zay*. Comme dit Oscar de Férenzi, catholique très critiqué par les milieux antisémites

¹ [Égouts].

² R.Schor, *L'antisémitisme en France pendant les années trente*, Complexe, 1992, 384 p., réédité en 2005 sous le titre *L'Antisémitisme en France dans l'entre-deux-guerres. Prélude à Vichy*, 381 p.

qui l'accusent d'être un philosémite radical : « Les pamphlets antisémites pullulent, ils sont répandus à profusion, on en inonde les rédactions des journaux dits bien-pensants. » S'illustrent, si je puis dire, non seulement *Gringoire*, hebdomadaire pamphlétaire fondé en 1928, viré à la droite nationale et dirigé par Henri Béraud (1885-1958) et Philippe Henriot (1889-1944), mais aussi l'hebdomadaire maurrassien antisémite *Candide*, né quatre ans plus tôt, dirigé par Pierre Gaxotte (1895-1982), le secrétaire de Maurras, entouré de Georges Blond ¹, Lucien Rebatet (1903-1972) et Robert Brasillach (1909-1945), ainsi que *Je suis partout*, dont les éditorialistes sont Robert Brasillach, Lucien Rebatet (1903-1972) et Pierre-Antoine Cousteau (1906-1958), les dessinateurs René Hermann-Paul (1864-1940) et Ralph Soupault (1904-1962). Ralph Schor insiste sur le **désir politique d'expulsion des juifs**, fréquemment prôné à Madagascar, par Georges Bonnet (1889-1973), ministre des Affaires étrangères en 1938-1939 et même Marius Moutet (1876-1968), ministre socialiste des colonies en 1936-1938 : c'est que les antisémites sont divisés quant à la Palestine... Enfin, Ralph Schor souligne qu'une partie de la haute société trouve l'antisémitisme « vulgaire » et que la défense des juifs se manifeste certes à gauche, mais aussi à Droite, ce que montrent bien les exemples de Paul Reynaud et La Rocque.

Toutefois Lazare Landau pense au contraire, tout au moins pour ce qui concerne les **rapports entre catholiques et juifs**, que l'on passe de l'aversion à l'estime ² : des initiatives dispersées — comme celle du comte Robert d'Harcourt ³ — sont relayées par des actions méthodiques entreprises ou soutenues par un Révérend Père Théomir Devaux (1885-1967), supérieur général des prêtres missionnaires de Notre-Dame de Sion, et encore un père Bonsirven (1880-1958), jésuite et professeur d'exégèse. Oscar de Férenzy (1869-1942), laïc, lui, éditeur de *La Juste Parole*, est un conférencier anti-antisémite à travers la France ; à Nice il parle sous le patronage du très ouvert Mgr Paul Rémond, 1873-1963 (⁴). Mgr Charles Ruch (1873-1945) lit lors du congrès eucharistique de Strasbourg en 1935 le message de bienvenue adressé par le grand rabbin de Strasbourg Isaïe Schwartz (1876-1952). D'autre part, il y a une **politisation croissante des juifs dans les années 30**, dont une forte influence du PCF, mais elle est balancée par une paradoxale extrême droite juive, incarnée dans l'Union patriotique des Français israélites (1934) et les Croix de Feu israélites. Des **juifs d'extrême droite**,

¹ Pseudonyme de Jean-Marie Hoedick, 1906-1989.

² Lazare Landau, *De l'aversion à l'estime. Juifs et catholiques en France de 1919 à 1939*, Le Centurion, 1980, 352 p.

³ Neveu d'Albert de Mun et professeur à l'Institut catholique, 1881-1965.

⁴ R.Schor, *Un évêque dans le siècle : Mgr Paul Rémond (1873-1963)*, Nice, 1984, 213 p.

comme Edmond Bloch (1884-1975), s'expriment. Cette diversité politique confirme une idée centrale de Pierre Birnbaum ¹. Enfin, les années 30, au plus tard, sont la décennie d'une réflexion sur le péril nazi, compliquée par l'arrivée de juifs allemands, autrichiens et autres ressortissants d'Europe centrale. Le sionisme et l'attitude face à la Palestine, devenue depuis la fin de la Première Guerre mondiale protectorat britannique, se trouvent compliqués par les sanglantes émeutes arabes de Palestine en 1929. Les organisations sionistes françaises sont très émiettées dans les années 30 et le franco-judaïsme continue à être divisé par rapport au sionisme, ce que montre à l'envi l'attitude hésitante de Léon Blum ². Après 1933, de nombreuses voix sionistes préconisent l'installation de juifs dans les colonies françaises, y compris en application du fameux « plan Madagascar » (voir plus haut) : ils rejoignent donc... certains antisémites. Et bien sûr, les trois *Livres blancs* britanniques, qui prévoient un partage de la Palestine, contribuent à inquiéter et diviser ³.

On connaît fort mal **l'Islam métropolitain de l'entre-deux-guerres**, à la différence de l'Islam dans les colonies françaises. Premier point bien connu, **la Grande Mosquée** et l'Institut musulman de Paris sont construits sur décision étatique, en utilisant des terrains municipaux, de manière à « remercier » les combattants nord-africains de la Grande Guerre. Des projets de mosquées à Paris, conçus par des comités, dont le Comité de l'Afrique française, avaient vu le jour au XIXe siècle, un carré musulman avait été institué au Père-Lachaise sur proposition de l'empire ottoman en 1856, à l'issue de la guerre de Crimée, mais il avait été peu utilisé. Un projet de rénovation avec bâtiments avait vu le jour à la Belle Époque, mais en 1914 l'empire ottoman est ennemi de la France... Dès 1917 un projet moderne de mosquée voit le jour, il est couché sur le papier par la loi du 19 août 1920, donc par le Bloc national, l'État subventionnant le projet à hauteur d'un demi-million de francs, en dérogation totale de la loi de 1905. **La première pierre est posée en 1922 et l'inauguration a lieu le 15 juillet 1926, en présence du sultan du Maroc.** Mais la fréquentation et la spiritualité de la mosquée sont très mal connues ; tout juste peut-on conjecturer que les Frères musulmans, apparus en Égypte

¹ P. Birnbaum, *Les Fous de la République. Histoire politique des Juifs d'État de Gambetta à Vichy*, Fayard, 1992, 516 p., réédition, Seuil, coll. « Points », 1994, 512 p.

² Pierre Birnbaum, *Un mythe politique, la "République juive", de Léon Blum à Pierre Mendès France*, Fayard, 1988, 417 p., réédition, Gallimard, 1995, 417 p., *passim*, et P. Birnbaum, « Les juifs d'État dans les guerres franco-françaises du boulangisme au Front populaire », dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janvier-mars 1992, pp. 26-44.

³ Pour aller plus loin sur le sionisme français : notice par Catherine Nicault dans J.-J. Becker & A. Wiewiorka dir., *Les Juifs de France de la Révolution française à nos jours*, Liana Levi, 1998, 445 p., pp. 130-133. Pour le sionisme en général à la même époque : Dominique Lejeune, *Ordre ou désordre. Les relations internationales au XXe siècle (de 1918 à la fin du XXe siècle)*, 823 pages, livre mis en ligne le 31 juillet 2017 sur HAL-SHS (CNRS) : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01568812>, réédition le 20 novembre 2018.

en 1928, sont absents de France et observer que la dévotion des travailleurs nord-africains de Renault, nombreux dès l'entre-deux-guerres, surtout kabyles et sensibles à l'Étoile nord-africaine (hostile à la Grande Mosquée, « réclame » de l'ordre colonial), se manifeste beaucoup plus dans les rues de Boulogne-Billancourt que dans le 5e arrondissement parisien. En écho à l'inauguration de 1926, un médecin pied-noir, Amédée Laffont, lance l'idée d'un **hôpital parisien ouvert aux musulmans résidents et de passage**. Des « comités Laffont » se fondent et André-Pierre Godin (1875-1954), ancien administrateur colonial en Algérie et conseiller municipal parisien, traduit l'initiative en surveillance sanitaire voire policière de la population musulmane en métropole, en échange de soins gratuits. Un terrain est acheté à Bobigny ¹, ville pauvre, communiste et hostile au projet car la population française n'aura pas accès, elle, à ces soins hospitaliers. Est inauguré le 22 mars 1935 un **Hôpital franco-musulman de Paris**, réservé aux patients musulmans du département de la Seine, **placé sous l'autorité directe de la Préfecture de Police**, contrôlé par un service ministériel de l'immigration nord-africaine et alimenté au départ par une véritable razzia de malades nord-africains opérée dans tous les hôpitaux de la région parisienne. Un cimetière musulman est inauguré à côté en 1937... Pendant la Deuxième Guerre mondiale l'hôpital sera un haut lieu de la résistance francilienne et son nom sera transformé en Avicenne en 1978.

Conclusion sur la vie religieuse dans l'entre-deux-guerres. Ne peut-on pas parler de « Vingt Glorieuses », antérieures aux Trente Glorieuses de la vie économique et sociale ? Changement d'attitude provoquée par le constat de l'ampleur de la déchristianisation du pays, âge d'or de la pensée et des lettres chrétiennes, naissance de l'« art sacré », engagement politique des croyants...

¹ Sur l'emplacement d'une très grande nécropole gauloise, découverte et fouillée en 2002-2003.

Bibliographie

- Jean Baubérot, *Le retour des Huguenots. La vitalité protestante. XIXe-XXe siècles*, Paris-Genève, Cerf/Labor et fides, 1985, 332 p.
- J.-O.Boudon, *Religion et politique en France depuis 1789*, Armand Colin, coll. « Coursus », 2007, 256 p.
- P.Cabanel, *Histoire des protestants en France (XVIe-XXIe siècle)*, Fayard, 2012, 1 502 p.
- P.Cabanel, *Les Protestants et la République. De 1870 à nos jours*, Complexe, 2000, 271 p.
- P.Cabanel, *Le Dieu de la République. Aux sources protestantes de la laïcité (1860-1900)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, 282 p.
- P.Cabanel, *Juifs et protestants en France. Les affinités électives. XVIe-XXIe siècles*, Fayard, 2004, 351 p.
- P.Cabanel, *De la paix aux résistances. Les protestants français de 1930 à 1945*, Fayard, 2015, 427 p.
- P.Cabanel & A.Encrevé dir., *Dictionnaire biographique des protestants français, de 1787 à nos jours*, tome I, de A à C, Éditions de Paris/Max Chaleil, 2015, 832 p.
- G.Cholvy, *La religion en France de la fin du XVIIIe siècle à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1991, 219 p.
- G.Cholvy & Y.-M.Hilaire, *Histoire religieuse de la France contemporaine*, Privat, 3 vol., 1985-1988
- G.Cholvy & Y.Tranvouez dir., *Sport, culture et religion. Les patronages catholiques (1898-1998)*, Colloque de 1998, Brest, Centre de recherche bretonne et celtique, 1999, 383 p.
- G.Cholvy, B.Comte & V.Feroldi dir., *Jeunesses chrétiennes au XXe siècle*, Éditions ouvrières, 1991, 174 p.
- Paul Christophe, *1936. Les catholiques et le Front populaire*, Desclée, 1979, réédition, Éditions ouvrières, 1986, 308 p.
- P.Christophe, *1939-1940 : les catholiques devant la guerre*, Éditions ouvrières, 1989, 201 p.
- A.Cova & B.Dumons dir., *Destins de femmes. Religion, culture et société en France. XIXe-XXe siècles*, Letouzey et Ané, 2010, 466 p.
- G.Cuchet, *Le Crépuscule du Purgatoire*, Armand Colin, 2005, 254 p.
- J.-Cl.Delbreil, *Les catholiques français et les tentatives de rapprochement franco-allemand (1920-1933)*, thèse résumée, Metz, SMEI, 1972, 254 p.
- F.Groeninger, *Sport, religion et nation. La Fédération des patronages de France d'une guerre mondiale à l'autre*, L'Harmattan, 2004, 340 p.
- M.Lagrée, *Religion et cultures en Bretagne (1850-1950)*, Fayard, 1992, 601 p.
- M.Lagrée, *Religion et modernité. France, XIXe-XXe siècles*, Presses universitaires de Rennes, 2002, 314 p.
- Michel Lagrée, *La bénédiction de Prométhée. Religion et technologie. XIXe-XXe siècle*, Fayard, 1999, 438 p.